



L'APPROVISIONNEMENT DU CORRIDOR GAZIER SUD : LES AMBITIONS POLITIQUES A L'EPREUVE DES REALITES DU TERRAIN

par Marc-Antoine Eyl-Mazzega (Docteur du CERI-Sciences Po)

En s'appuyant sur la Commission européenne, sur certains États membres et sur les sociétés énergétiques qui leur sont liées, l'Union européenne (UE), poursuit l'objectif d'accéder aux ressources gazières des États riverains de la Caspienne et de les transporter vers son territoire en mettant en place un « corridor gazier Sud ». Il s'agit d'accéder prioritairement au gaz turkmène et azéri pour renforcer la sécurité énergétique et la concurrence sur les marchés d'Europe centrale et du Sud-Est, afin de rompre le quasi-monopole dont bénéficie le fournisseur russe Gazprom. Ce corridor est un concept politique qui regroupe l'ensemble des projets envisagés pour transporter ce gaz, et dont le principal est le gazoduc Nabucco. D'une capacité de 30 Gm³/an soit environ 1/10^e des importations totales de l'Union en 2010, ce projet, conçu pour acheminer le gaz turkmène, azéri, iranien ou irakien via un gazoduc reliant l'Est de la Turquie à l'Autriche, est devenu le symbole de la politique énergétique extérieure de l'UE. L'enjeu de toutes les convoitises est d'abord le transport du gaz azéri à partir de 2017, lorsque l'Azerbaïdjan commencera à produire et à vendre la production du gisement de Shah Deniz 2, dont environ 10 Gm³/an seront disponibles dans un premier temps pour l'Union. Or ces quantités sont trop faibles pour être acheminées par plusieurs gazoducs, si bien qu'elles ne pourront rentabiliser qu'une seule infrastructure de transport parmi les cinq qui composent le corridor Sud : outre le Nabucco, le projet « White Stream », le projet de gaz naturel liquéfié dans la mer Noire « Azerbaijan–Georgia–Romania Interconnector » (AGRI), le projet « Interconnector Turkey–Greece–Italy / Interconnector Greece–Bulgaria » (ITGI/IGB) et le projet « Transadriatic Pipeline » (TAP). Afin que le gaz de Shah Deniz 2 puisse être produit et évacué dans les temps en 2017, une décision finale d'investissement concernant l'un de ses projets devra être prise au plus tard en 2012-2013.

Pour l'instant, la Commission européenne soutient le projet Nabucco mais ce choix ne fait pas consensus, ne serait-ce que parce qu'il existe d'autres alternatives. Il paraît ainsi utile de s'interroger à nouveau sur la stratégie européenne à l'encontre du corridor Sud, et en particulier sur les sociétés européennes qui mériteraient d'être retenues par Bakou (formellement par la société Socar) pour acheter le gaz de Shah Deniz 2 ainsi que sur le projet de transport de gaz que l'Union aurait intérêt à soutenir.

En effet, si le gaz de Shah Deniz 2 devait être transporté par Nabucco, ses actionnaires devraient impérativement avoir la certitude de pouvoir encore acheminer, à l'horizon 2020, au moins 15 Gm³/an de gaz provenant d'autres sources pour compléter ces volumes et garantir la rentabilité du projet. Et l'assurance de pouvoir transporter de tels volumes devrait être obtenue rapidement, dans les prochains mois, car c'est l'une des conditions essentielles pour que les actionnaires valident la décision finale d'investissement. La question est de savoir si le Turkménistan, l'Iran ou l'Irak sont susceptibles de fournir à l'UE de tels volumes de gaz à l'horizon 2020, mais aussi d'apporter rapidement des garanties crédibles sur leur engagement. L'enjeu sous-jacent est d'estimer s'il convient de privilégier à tout prix le projet Nabucco pour mettre en place le corridor Sud et parier sur la disponibilité notamment du gaz turkmène, ou si une approche séquentielle, où la priorité serait donnée au transport du gaz azéri vers l'UE dans un premier temps via d'autres projets moins lourds et moins chers, comme l'ITGI/IGB vers la Grèce, l'Italie et la Bulgarie serait plus appropriée. D'ici cinq ans, l'opportunité de construire le gazoduc Nabucco pourrait alors être réexaminée si l'accès à ces autres sources de gaz tout comme les besoins en aval sur les marchés européens le justifiaient.



L'Azerbaïdjan, pilier central du corridor sud

Il est acquis que l'Azerbaïdjan souhaite vendre à des entreprises européennes une partie du gaz qui sera produit par le gisement de Shah Deniz 2 à partir de 2017. Ces volumes seront de 10-12 Gm³, soit 1/50^e environ de la consommation totale de l'Union en 2010. L'Azerbaïdjan poursuit trois objectifs majeurs à travers cette vente de gaz : conforter son importance régionale et occuper une position clé vis-à-vis de l'UE ; s'assurer des revenus en vendant son gaz au meilleur prix ; ne pas dépendre d'un seul acheteur et de la seule Turquie pour le transit. Bakou semble apprécier le projet Nabucco car il a le soutien de la Commission européenne et de certains États membres et représente une infrastructure spécifique pour traverser la Turquie. Mais les autorités azéries ne vont tout de même pas aller jusqu'à risquer de perdre des revenus ou de compromettre leur production de gaz si le projet Nabucco se révélait incertain ou trop cher.

Le Turkmenistan, un eldorado impossible ?

Il est incontestable que le Turkmenistan dispose de réserves de gaz qui sont parmi les plus importantes du monde. L'Union s'est fixée pour objectif d'accéder à cette ressource puisque le gouvernement d'Achgabat a exprimé sa volonté de lui vendre de grandes quantités de gaz à l'horizon 2020, soit entre 10 et 30 Gm³/an. Pour y parvenir, il faut avant tout résoudre six difficultés principales : tout d'abord, le franchissement de la mer Caspienne, dont le statut juridique est contesté. Ensuite, la volonté turkmène de vendre son gaz à sa frontière laisse à l'UE et aux sociétés européennes la responsabilité – et les risques – de l'acheminer vers le marché européen, et donc de construire le gazoduc transcasprien. Puis le refus des autorités turkmènes de laisser des sociétés européennes accéder aux ressources on shore, principalement au gisement géant de Iolotan Sud. Il en va en partie de la confiance dans la fiabilité et la stabilité du fournisseur potentiel turkmène. Autre difficulté, la concurrence pour l'accès au gaz turkmène à laquelle se livrent aussi l'Iran, la Chine et la Russie : l'UE en tant que telle n'est pas de taille à rivaliser avec ces géants régionaux qui disposent d'une capacité d'influence et de nuisance certaine. Or l'économie et la politique sont indissociables pour la réussite de ce type de projet, surtout dans une telle région. L'UE n'est pas non plus la Chine, ce que les Turkmènes ont bien compris : elle ne peut pas mobiliser d'un coup 15 milliards de dollars et mettre en place les infrastructures indispensables à l'importation de gaz dans les trois ans. Tout au plus peut-elle jouer un rôle de facilitateur. Les risques économiques et financiers doivent être couverts par un parapluie politique solide qui fait défaut pour l'instant. Autre aspect, celui de la viabilité économique de ces éventuelles exportations vers l'UE : le gaz turkmène sera-t-il concurrentiel une fois arrivé dans l'Union et la demande pour ce gaz existera-t-elle ? Les exigences du Turkmenistan en matière de prix et les coûts de transport seront, à l'évidence, déterminants mais ne sont pas connus à ce jour, tout comme ce que sera l'avenir des marchés gaziers européens. Enfin, dernier problème, la coordination entre la construction d'un gazoduc transcasprien et la mise en place de capacités de transit supplémentaires à travers le Sud-Caucase.

La Commission européenne soutient l'élaboration d'un projet de Caspian Development Corporation, qui serait une centrale d'achat pour le gaz turkmène. Des entreprises européennes s'associeraient pour acheter ensemble la ressource et faciliter ainsi la construction d'un gazoduc transcasprien : elles seraient donc en mesure de garantir le transport de volumes donnés dans un temps donné. Cependant, ce projet souffre de faiblesses structurelles : quelles entreprises seraient prêtes à s'y engager ? Les risques encourus ne seraient-ils pas trop importants au regard de leurs besoins ? De surcroît, une fois ces difficultés surmontées, le projet serait incompatible avec la législation européenne sur la concurrence, puisqu'il s'agirait d'un cartel d'acheteurs qui s'entendraient sur les prix et monopoliseraient les achats, le transport et la vente de ce gaz. La conclusion d'un accord intergouvernemental UE–Azerbaïdjan–Turkmenistan ne représente donc qu'une simple étape qui est loin d'ouvrir cette voie d'approvisionnement.



L'Iran, fournisseur idéal mais interdit

De toute évidence, l'Iran, qui dispose de formidables réserves de gaz et d'infrastructures de production, serait un fournisseur idéal pour alimenter le corridor gazier Sud, mais demeure pour l'instant inaccessible du fait de sa politique nucléaire et des sanctions qui le frappent. Il serait extrêmement risqué de conclure un accord de fourniture à long terme avec ce pays et impossible pour une société européenne d'y investir pour produire du gaz. Dans un avenir plus lointain, si l'Iran change de position sur le nucléaire et résout ses propres difficultés gazières (forte consommation intérieure, réseau gazier insuffisant, réinjection pour la production pétrolière, volonté de développer une industrie chimique consommatrice de gaz, insuffisances technologiques), il pourra être un fournisseur important de l'UE via la Turquie. Mais il est très improbable que Téhéran puisse compter parmi les fournisseurs de gaz à l'horizon 2017 pour alimenter le gazoduc Nabucco.

L'Irak, une opportunité à long terme

L'Irak possède des ressources gazières importantes, principalement associées à la production pétrolière. Cependant, les besoins énergétiques du pays sont tels que sa priorité est d'utiliser le gaz pour produire de l'électricité pour la consommation des ménages et celle de l'industrie ainsi que pour la réinjection dans les gisements pétroliers afin d'y augmenter la pression, plutôt que pour l'exportation. À cela s'ajoute un conflit politique entre le gouvernement central de Bagdad et le Kurdistan au Nord. Cependant, d'ici quinze à vingt ans, via des gazoducs rejoignant la Turquie, le pays pourrait fournir 5 à 10 Gm³ à l'UE, en plus des quantités qu'il exportera sous forme de gaz naturel liquéfié au Sud, gaz qui pourrait en partie être produit par des sociétés européennes.

Conclusion : priorité à l'Azerbaïdjan, patience et persévérance à l'égard des autres fournisseurs potentiels

Il semble clair que face à ces nombreuses incertitudes, l'Union ne pourra pas obtenir rapidement la garantie de pouvoir compter sur des livraisons de gaz conséquentes en provenance du Turkménistan, de l'Iran ou de l'Irak à l'horizon 2020 pour permettre une utilisation du gazoduc Nabucco à pleine capacité. L'UE serait donc bien inspirée de s'inscrire dans une stratégie d'approvisionnement à long terme. Cette démarche pourrait se faire en deux volets : tout d'abord, elle concentrerait ses efforts sur une ouverture rapide du corridor Sud via d'autres projets que Nabucco tel qu'il est envisagé actuellement, ce qui permettrait de desservir notamment l'Europe du Sud-Est. Par ailleurs, elle maintiendrait un engagement systématique avec le Turkménistan, l'Iran et l'Irak, ainsi qu'avec la Turquie comme État de transit, pour créer un environnement institutionnel, politique et économique solide qui permettrait, à l'horizon d'une dizaine d'années, de mettre en œuvre de nouveaux projets d'approvisionnement qui seraient opérationnels en 2025 si l'UE et ses marchés en avaient besoin. Pour l'instant, personne ne sait ce que sera le marché gazier européen en 2025. Le projet Nabucco, qui pourrait être amené à évoluer, pourrait alors occuper la place qu'il convoite. Dans ces conditions, il semble préférable de faire preuve de patience, de flexibilité et de se montrer crédible afin de saisir les opportunités lorsqu'elles présentent suffisamment de garanties.